HAL
open science

Extending the Notion of Heritage and Lanna's Identity Affirmation in Chiang Mai : Words and Representations

Pijika Pumketkao-Lecourt, Karine Peyronnie

To cite this version:

Pijika Pumketkao-Lecourt, Karine Peyronnie. Extending the Notion of Heritage and Lanna's Identity Affirmation in Chiang Mai : Words and Representations. Moussons : recherches en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est, 2020, 36, pp.191-219. 10.4000/moussons.6732 . ird-03015291

HAL Id: ird-03015291

https://ird.hal.science/ird-03015291v1

Submitted on 19 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Moussons
Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est

36 | 2020
Le champ patrimonial et sa fabrique urbaine en Asie du Sud-Est

Extension de la notion de patrimoine et affirmation identitaire lanna à Chiang Mai : mots et représentations

Extending the Notion of Heritage and Lanna's Identity Affirmation in Chiang Mai: Words and Representations

Pijika Pumketkao-Lecourt et Karine Peyronnie

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/moussons/6732
DOI : 10.4000/moussons.6732
ISSN : 2262-8363

Éditeur
Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée
Date de publication : 19 novembre 2020
Pagination : 191-219
ISBN : 979-10-320-0286-5
ISSN : 1620-3224

Ce document vous est offert par Institut de recherche pour le développement (IRD)

Référence électronique
Pijika Pumketkao-Lecourt et Karine Peyronnie, « Extension de la notion de patrimoine et affirmation identitaire lanna à Chiang Mai : mots et représentations », *Moussons* [En ligne], 36 | 2020, mis en ligne le 19 novembre 2020, consulté le 19 novembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/moussons/6732 ; DOI : https://doi.org/10.4000/moussons.6732

Les contenus de la revue *Moussons* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Extension de la notion de patrimoine et affirmation identitaire lanna à Chiang Mai : mots et représentations

Pijika Pumketkao-Lecourt *
UMR AUSser, CNRS, ENSA Paris-Belleville, Paris, France
UMR Prodig, CNRS, universités de Paris et de Paris 7, IRD, AgroParisTech, France
Karine Peyronnie **
UMR Prodig, CNRS, universités de Paris et de Paris 7, IRD, AgroParisTech, France

L'urbanisation accélérée des agglomérations d'Asie du Sud-Est provoque un effacement des traces matérielles de leur passé urbain et architectural ; observable en particulier depuis les années 1980 dans les centres historiques des grandes aires métropolitaines (Singapour, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur, Bangkok, etc.), ce

* Pijika Pumketkao-Lecourt, architecte du patrimoine et enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, est chercheure associée à l'UMR AUSser (CNRS, ENSA Paris-Belleville) et à l'UMR Prodig (CNRS, Universités de Paris et de Paris 7, IRD, AgroParisTech). Sa recherche doctorale récente s'inscrit dans le champ des études patrimoniales critiques. Elle met en évidence la place du patrimoine urbain ordinaire et celle de la participation citoyenne dans la constitution du champ patrimonial en Thaïlande. Ses travaux de recherche actuels se situent dans le prolongement de sa thèse.

** Karine Peyronnie (IRD, UMR Prodig), géographe, est chargée de recherche à l'IRD et membre de l'UMR Prodig (CNRS, Universités de Paris et de Paris 7, IRD, AgroParisTech). Elle est spécialiste des études urbaines sur le Laos (gouvernance urbaine, métropolisation). Ses recherches actuelles sont notamment consacrées à la conception des interventions urbaines et à des projets patrimoniaux et des pratiques alternatives de conservation architecturale et urbaine en Asie du Sud-Est (Thaïlande, Laos).

processus gagne les capitales régionales et les pôles économiques ou touristiques, telle Chiang Mai, à partir des années 1990 (Franck, Goldblum & Taillard 2012).

Dans ce contexte, en réaction à la crainte d'une perte de l'identité locale consécutive aux transformations des quartiers d'habitat, des mouvements citoyens se développent dans la région pour protéger des patrimoines non monumentaux. En Thaïlande, ces mouvements cherchent à renouveler les dispositifs de protection et les référentiels des institutions nationales, en se portant au-delà des limites inhérentes à la catégorie de « monument ancien » (*boransathan* โบราณสถาน) autour de laquelle s'organisent le discours officiel sur l'identité et l'histoire nationale : monuments anciens, objets et sites d'intérêt archéologique associés aux emblèmes nationaux. À partir des années 1990, face aux pratiques des autorités nationales et locales privilégiant la ville matérielle selon des critères relatifs à la monumentalité, des communautés locales se mobilisent pour revendiquer leur « droit à la culture » (Byrne 1995 ; Denes & Sirisrisak 2013 ; Ho & Chinnapong 2013). Ainsi les populations khmères et lao-isan du site archéologique et parc historique de Phanom Rung (province de Buriram) entrent en conflit avec le département des Beaux-Arts [1] (DBA), institution nationale qui tente de normaliser leurs pratiques cultuelles (Denes & Sirisrisak 2013 : 236-237). De même, le programme relatif à la conservation de Rattanakosin (Thumwimol 2004), citadelle royale de Bangkok, conçu par le gouvernement thaïlandais à l'occasion du bicentenaire (1982) de la capitale thaïlandaise, a suscité des controverses sur les choix patrimoniaux imposés, ceux portés par le DBA et ceux, à vocation universaliste, portés par les organismes internationaux. En outre, les projets d'aménagement visant à préserver les artefacts et les monuments associés à l'histoire du royaume et de la dynastie Chakri menaçant d'anciens quartiers d'habitation, des groupes d'habitants, telles les communautés de Tha Tien et du Fort Mahakan, se sont mobilisés contre leur expulsion des lieux qu'ils occupent depuis plusieurs générations (Herzfeld 2006, 2017 ; Ho & Chinnapong 2013). Des associations civiles se sont regroupées pour consolider leur capacité de négociation avec le gouvernement. Ces controverses contribuent à faire évoluer les principes et les pratiques de la conservation (Lancret 2019 : 113) : la dimension urbaine est prise en compte dans les programmes patrimoniaux et ne concerne donc plus exclusivement le domaine de l'archéologie.

Dès lors, les polémiques autour des projets patrimoniaux portent souvent sur l'exclusion du « patrimoine de la communauté » (*moradok khong chumchon* มรดกของชุมชน), expression créée par les mouvements de défense du patrimoine de Bangkok dans les années 1990. La création de l'association Bangkok Forum en 1994 constitue le point le plus marquant de l'évolution des idées et des méthodes dans le champ du patrimoine en Thaïlande (Askew 2002 : 240), la nouveauté consistant à mettre les « communautés locales » au cœur du processus de patrimonialisation. Ce faisant, l'approche de cette association rejoint celle des orientations promues par l'UNESCO (Unesco 1976) qui visent à retrouver le lien entre ville matérielle (*urbs*) et ville politique (*civitas* : institutions, idéalités, pratiques, sociétés, citoyenneté).

À la faveur des politiques de décentralisation mises en œuvre à la suite de la promulgation de la Constitution de 1997, des associations non gouvernementales de Chiang Mai élaborent de nouveaux dispositifs de participation citoyenne aux projets patrimoniaux s'inscrivant dans ce mouvement international et national de défense du patrimoine. Ces dispositifs prennent une tonalité particulière dans la capitale de l'ancien royaume de Lanna, indépendant de Bangkok (1259-1884) et qui a été annexé à la fin du XIXe siècle par le Siam. En effet, depuis lors, Chiang Mai subit la domination politique, économique et culturelle de Bangkok.

Deuxième ville la plus importante du réseau urbain thaïlandais, Chiang Mai est le pôle administratif, économique et culturel de la région Nord. Elle est réputée pour l'attrait des caractéristiques historiques et culturelles attachées au riche héritage de son ancienne cité *intra muros*. Sa « mise en tourisme » domestique et internationale depuis les années 1960 a entraîné la commercialisation et la standardisation de l'artisanat local ainsi que la création de marchés artisanaux, en particulier le Night Bazaar à destination des touristes (Cohen 2001). De même, elle a suscité une mise en scène des identités ethniques, notamment montagnardes (Cohen 1997). À partir des années 1980, le tourisme a pris une part croissante dans l'économie thaïlandaise. En rend compte, dans la province de Chiang Mai, la présence de plus de mille agences de voyage. Pour la ville de Chiang Mai, cet essor du tourisme se traduit par d'importantes recompositions urbaines (Chulasai & McGrath 2017 : 323 ; Evrard, Potapohn & Karnrawee 2017 : 110). Par conséquent, cette ville très attractive connaît d'importantes recompositions urbaines (changement d'affectation fonctionnelle du bâti existant, densification et verticalisation du bâti) et une forte croissance périphérique.

À l'instar d'autres mouvements de citoyens dans les pays de la région (Malaisie, Indonésie, Singapour, etc.) des associations non gouvernementales sont créées à Chiang Mai en réaction à la crainte d'une perte identitaire provoquée notamment par ces transformations de la ville physique et de celles de son espace social – liées à un nombre de touristes très élevé (de l'ordre de 10 millions en 2018 dont plus de la moitié d'origine domestique). Ces associations regroupant des architectes, urbanistes, historiens, universitaires et artistes prennent en considération les patrimoines ordinaires des communautés locales qui, jusqu'alors, avaient été exclues des programmes patrimoniaux des instances nationales. Notre hypothèse, à ce sujet, est qu'à Chiang Mai, les projets patrimoniaux conduits par ces associations visent non seulement à affirmer « l'homme ordinaire » (les habitants), par opposition à l'expert, au sens évoqué par Michel de Certeau (1990 : 13-30), mais aussi à affirmer « l'ordinaire » du patrimoine lanna par opposition à « la grande culture nationale » de Bangkok. En d'autres termes, la dimension politique des « approches participatives » menées par les associations de défense du patrimoine, si elle n'est pas explicitement revendiquée, figure à l'arrière-plan de ces démarches.

À cet égard, l'association Little People in Conservation (LPC, nom en thaï *Khon tua lek kab kan anurak*) joue un rôle moteur dans la réactivation de l'expression *moradok chumchon*, entendue comme patrimoine de la communauté, dans les années 2000. C'est pourquoi nous prenons pour objet d'étude son projet Fuen Ban

Yan Wiang initié en 2012, programme pilote, expérimental et représentatif d'une démarche participative visant à sensibiliser les habitants aux héritages matériels et immatériels lanna des villages constitutifs de l'ancienne ville royale de Chiang Mai qui jusqu'alors n'avaient pas été pris en considération dans les programmes patrimoniaux. Nous nous intéressons à la stratégie des leaders de l'association, à leur démarche ainsi qu'à leurs référentiels. Afin de situer leur stratégie et action par rapport à l'élaboration des institutions nationales et internationales sur la question du rôle des communautés et de la prise en compte du patrimoine ordinaire, nous explorons la constitution et l'élargissement des catégories patrimoniales « monument ancien » (*boransathan* โบราณสถาน) et « patrimoine de la communauté » (*moradok chumchon* มรดกชุมชน) en Thaïlande et à Chiang Mai en particulier.

De même, nous livrons ici une analyse critique de la démarche participative de l'association LPC en mettant en regard les mots du patrimoine (expressions le désignant et le qualifiant, lexique du patrimoine) et leurs représentations iconographiques, en particulier celles des « cartes culturelles ». S'attachant à déceler la dimension politique de l'approche participative de cette association comme révélatrice d'un « contre patrimoine » (*counter heritage*, Byrne 2014), notre lecture croisée à travers les mots, les représentations et les acteurs s'inscrit dans le champ des « études patrimoniales critiques » (*critical heritage studies*).

Extension des catégories patrimoniales : du « monument ancien » au « patrimoine de la communauté »

Les premiers élements de lexique et des dispositifs patrimoniaux sont élaborés par les savants de la famille royale siamoise. L'attention qu'ils portent aux antiquités est concomitante avec un regain d'intérêt des érudits et des orientalistes européens pour les monuments et les vestiges anciens des pays d'Asie du Sud-Est pendant l'expansion coloniale européenne de la deuxième moitié du XIXe siècle. Les démarches archéologiques et historiques des Européens sont ainsi adoptées et adaptées par les savants siamois dans l'optique de produire des connaissances sur les monuments et vestiges de l'ancien Siam et d'alimenter ainsi le récit national. Les formes institutionnelles des administrations coloniales sont également adoptées pour créer les musées, les bibliothèques et les équipements publics en charge de la préparation des inventaires et de la préservation des monuments (Peleggi 2013). Pour l'aristocratie siamoise, le recours aux approches européennes pour constituer le champ patrimonial et culturel représente un enjeu stratégique pour déjouer l'invasion coloniale. Cette stratégie vise à affirmer la souveraineté du royaume à travers l'identification d'une civilisation siamoise, décrite par Thongchai Winichakul (2000) comme une « quête de *siwilai* » (translittération thaïe du mot anglais « civilized »), une recherche des conditions requises pour être considéré comme « civilisé » (Byer Bayle 2012 : 10-11) et pour justifier la position du Siam parmi les États-nations modernes (Lewis 2013).

Khong boran, le « monument ancien » associé aux emblèmes nationaux

La première expression utilisée pour désigner le patrimoine est *khong boran* (ของโบราณ). Celle-ci figure dans les chroniques royales rédigées pendant le règne du roi Mongkut *alias* Rama IV (r. 1851-1868). Cette expression assemble deux mots : le substantif *khong* (ของ) qui désigne « une chose matérielle » et l'adjectif *boran* (โบราณ) signifiant « ce qui existe depuis longtemps » (Ratchabandit sathan 2554 [2011]). Dans le langage courant, l'expression *khong boran* se réfère à un objet qui appartient au passé ou traverse le temps et acquiert une valeur d'ancienneté. Dans le *Recueil d'explications du roi Mongkut*, cette expression est utilisée pour évoquer l'histoire des artefacts et des vestiges hérités des cités anciennes (statue du Bouddha d'émeraude, grand *stupa* Phra Pathom Chedi, palais royaux de Lopburi, etc.[2]), afin de mettre en évidence leur ancienneté. Le monarque insiste sur le fait que ces vestiges et artefacts anciens sont produits par des artisans des siècles passés ; à ce titre, ils sont considérés comme « les ornements de la ville » (*khrueang-pradap phranakhon* เครื่องประดับพระนคร) et méritent une protection contre les risques de destruction et de démolition[3]. Cette considération pour la valeur d'ancienneté et le travail artisanal, constitutive des premiers critères patrimoniaux, résulte de l'adoption par les savants siamois d'une pensée positiviste de l'histoire – une conception du temps qui serait celui de l'histoire : un temps linéaire – et des conceptions européennes relatives au temps, à l'espace, à l'action humaine et à l'histoire (Daly & Winter 2012).

Au début du XXe siècle, des lieux culturels, tels que la Bibliothèque Vajirayana (actuelle Bibliothèque nationale[4]), la Siam Society[5] et la Société archéologique (*borankhadi samoson*[6]), sont créés en s'inspirant des bibliothèques nationales européennes et des sociétés orientalistes. L'objectif est de rassembler des données historiques et de constituer un corpus de connaissances sur les cités anciennes, telles Chiang Saen, Chiang Rai, Chiang Mai, Sawankhalok, Sukhothaï, Ayutthaya, Lavo, Lopburi, Nakhon Chai Si (l'actuel Nakhon Pathom) et Nakhon Si Thammarat, qui dominent certaines parties du territoire siamois entre le Ve et le XIXe siècle. La production de ces connaissances est suscitée par la volonté d'écrire un récit national visant à forger le sentiment d'appartenance à une nation (Baker 2004 : ix). À titre d'exemple, lors de l'inauguration de la Société archéologique, le roi Chulalongkorn *alias* Rama V (r. 1868-1910) souligne l'importance de l'étude et de l'enseignement de l'histoire d'une nation et d'un pays comme « moyen d'inculquer aux Siamois l'amour de leur nation et de leur terre » (Chulalongkorn [Roi] 2511 [1968] : 42). De plus, la validation d'une histoire du pays inscrite dans la longue durée vient renforcer la légitimité des monarques siamois – du fait de leur « ancienneté dans la place » pour reprendre la formule de Vincent Veschambre (2008) –, et affirmer la souveraineté du Siam face à la menace coloniale européenne.

Le rapport entre la préservation des monuments et l'idéologie nationale est clairement établi pendant le règne du roi Vajiravudh *alias* Rama VI (r. 1910-1925)

(Peleggi 2002 : 16). Formé en Angleterre et soucieux de faire revivre les traditions siamoises (Fistié 1967 : 98-99), le monarque s'engage à développer une prise de conscience nationale (Askew 1996 : 189). À la différence des nationalismes européens centrés sur le principe de citoyenneté, celui développé par le roi Vajiravudh présente « un caractère globalisant et organiciste, en prise directe avec l'ordonnancement hiérarchique séculaire des sociétés asiatiques » (Formoso 2000 : 64). Il est aussi le premier monarque à faire référence à la « nation thaïe » par le biais d'une terminologie reflètant « son ferme attachement aux notions d'ordre, de hiérarchie et d'autorité politico-religieuse. En effet, l'expression *chat-satsana-phramahakasat* (nation-religion-monarque) lie inextricablement la nation à la religion bouddhique et à la figure suprême et omnipotente du monarque » (*ibid.*). Pour autant, il s'inspire des principes européens en choisissant des œuvres culturelles – l'histoire nationale, l'art et la littérature – comme véhicules principaux des sentiments nationaux.

En 1923, le Service archéologique (*phanaek borankhadi*), première administration chargée de la préparation de l'inventaire et de la préservation des monuments, est créé sous la direction de la Bibliothèque Vajirayana. Considérant les connaissances acquises de la recherche archéologique comme « l'honneur d'un pays civilisé », la proclamation royale du 17 janvier 2466 [1923] (*Ratchakitchanubeksa* 2466 [1923] : 244) charge le Service archéologique « de faire l'inventaire des monuments et des objets ayant un intérêt archéologique (*khong boran*), qu'il convient à la nation d'étudier et de conserver ; de prescrire des mesures efficaces pour assurer la conservation des dits monuments et objets archéologiques (*khong boran*) » (Cœdès 1928 : 11). Lors de la conférence donnée aux fonctionnaires provinciaux en 1930, le prince Damrong Rajanubhab (1862-1943)[7], directeur de la Bibliothèque Vajirayana, précise les différentes catégories de *khong boran* comme suit : d'une part, les objets immobiles dits « monuments anciens » (*boransathan* โบราณสถาน), tels que le palais royal et l'édifice religieux ; d'autre part, les objets mobiles dits « objets anciens » (*boranwatthu* โบราณวัตถุ), tels que l'inscription lapidaire et la statue du Bouddha (Damrong Rajanubhab 2473 [1930] : 9). Les critères permettant d'identifier les objets relevant de la catégorie *khong boran* sont les suivants : l'âge de l'objet (plus de 100 ans), sa valeur historique (mention de l'objet dans les chroniques), son intérêt artistique et son rôle de témoignage du savoir-faire des artisans des siècles passés.

Après le coup d'État de 1932 mettant fin au régime de la monarchie absolue et établissant une monarchie constitutionnelle, la protection du patrimoine est placée sous la responsabilité du DBA. Depuis lors, le DBA dirige le Registre national des « monuments anciens » (*boransathan*) qui comporte en majorité des monuments et vestiges d'intérêt archéologique associés à la religion et à la monarchie. Le vocable *boransathan* et les critères patrimoniaux définis par le prince Damrong sont repris dans les textes juridiques. Selon la loi portant sur « les monuments anciens, les antiquités, les artefacts et le musée national » promulguée en 1934 (révisée en 1961), *boransathan* désigne « un bien immobilier présentant un intérêt dans le domaine de l'art, de l'histoire ou de l'archéologie en raison de leur ancienneté, de leurs caractéristiques architecturales ou de leur valeur de témoi-

gnage historique » (*Ratchakitchanubeksa* 2478 [1935]). À travers cette définition, le *boransathan* devient l'objet d'une connaissance spécialisée et sa préservation l'affaire des spécialistes. Cette catégorie se réfère exclusivement à l'architecture savante et monumentale associée aux emblèmes nationaux de la trinité « nation, religion, monarque », symbole de l'identité nationale. Dans ce cadre, le patrimoine sert à la construction de l'identité et de l'histoire nationales.

À Chiang Mai, le premier groupe de constructions anciennes inscrit au Registre national des « monuments anciens » en 1935 se limite aux repères monumentaux, tels que les fortifications de la ville de fondation (désignée comme « ville carrée » selon l'expression en thaï de Chulasai & McGrath 2017 : 318), les grandes places (*khuang*) et les édifices religieux (*stupa, wihan*) construits à l'initiative des membres de la famille royale ou des nobles (fig. 1).

Au cours des années 1950 et 1960, le DBA lance les programmes de restauration des monuments en ruines des cités anciennes à travers le pays, telles que Sukhothaï, Ayutthaya et Lopburi dans la plaine centrale, Chiang Mai et Chiang Saen au nord, Nakhon Ratchasima au nord-est et Pattani au sud (Krairiksh 2013 : 25-26). Ces programmes sont développés à la suite de l'adhésion officielle de la Thaïlande à l'UNESCO en 1949 ; ils ont été promus par le gouvernement central dans le cadre du développement du tourisme culturel (*ibid.*). Dans les années 1970 et 1980, avec le soutien de l'UNESCO, les travaux de restauration des vestiges de Sukhothaï et d'Ayutthaya se sont accélérés dans l'optique du développement de « parcs historiques » et de leur inscription sur la liste du patrimoine mondial. En 1985, le DBA publie un corpus de réglementations de conservation du *boransathan* intégrant les principes de la charte de Venise de 1964 pour légitimer et institutionnaliser ses approches et ses travaux de restauration[8] (Krairiksh 2013 : 26-33 ; Byrne 2014 : 61-63). Les instances nationales adoptent alors des systèmes d'identification et des démarches de conservation conformes aux normes internationales pour assurer au patrimoine national de la Thaïlande un large rayonnement dans l'arène internationale. Visant aussi à s'attirer l'appui international, cette adoption s'est traduite par l'inscription des villes historiques d'Ayutthaya et de Sukhothaï sur la liste du patrimoine mondial en 1991. Ces villes historiques classées sont désormais gérées en tant que parcs historiques et protégées par la loi sur les monuments anciens, les antiquités, les artefacts et le musée national, la catégorie de *boransathan* s'élargissant, en 1992, aux sites archéologiques ou historiques et aux parcs historiques.

Durant les années 1980 et 1990, le programme de conservation de Rattanakosin (citadelle royale de Bangkok) conçu par le gouvernement thaïlandais marque une inflexion quant à la prise en compte de la dimension urbaine ; la patrimonialisation en Thaïlande ne concerne plus exclusivement le domaine de l'archéologie mais elle prend en compte la ville vivante. Malgré cette inflexion, l'approche des autorités nationales met toujours en avant la monumentalité de l'architecture savante associée au monarque et à la religion, au détriment de l'habitat des communautés locales. La primauté accordée aux monuments de la ville royale tend à marginaliser les autres composantes urbaines du centre ancien. Quant aux critères en vigueur dans les évaluations patrimoniales réalisées par les autorités nationales, ils ne

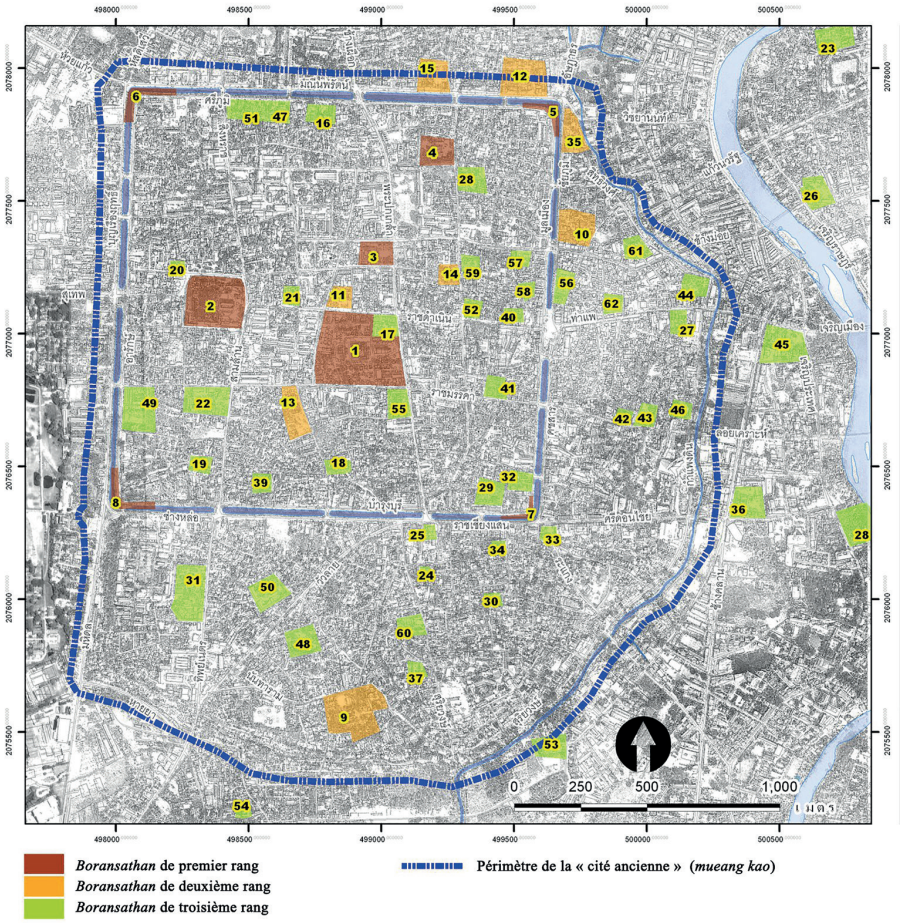

Fig. 1. Localisation des « monuments anciens » (*boransathan*) dans la ville fortifiée (*wiang*) de Chiang Mai

Sources : Bureau de la politique et de la planification des ressources naturelles et de l'environnement du ministère des Ressources naturelles et de l'environnement, « Plan de présentation du périmètre de la "cité ancienne" (*mueang kao*) de Chiang Mai et éléments importants », in *Projet de la délimitation du périmètre de la « cité ancienne » (mueang kao)*, 2010.

Cette carte montre la localisation des *boransathan* (en couleur marron) considérés comme les plus importants : le monastère Wat Chedi Luang (1), le Wat Phra Singh (2), l'ancien hôtel de ville (3), le Wat Chiang Man (4). Elle montre également le périmètre de la « cité ancienne » (*mueang kao*), en couleur bleu roi.

permettent pas la reconnaissance de la diversité culturelle de la ville royale ni celle des patrimoines non monumentaux des communautés d'habitants.

Ce déséquilibre et les menaces qu'il fait encourir à la ville ordinaire sont à l'origine d'un mouvement citoyen qui se donne pour objectif de développer des démarches patrimoniales prenant en compte ces héritages oubliés dans la conception des programmes patrimoniaux des instances nationales. Ainsi, depuis les années 1990, en réaction aux pressions résultant des programmes patrimoniaux et urbains portés par les autorités nationales, des groupes d'habitants s'associent avec des représentants du monde académique et des associations de défense du patrimoine local, membres de réseaux de partenariat et de soutien diversifiés, et qui disposent d'un pouvoir de négociation avec le gouvernement (Askew 2002 ; Prakitnonthakan 2012). Un nouveau rapport de force est ainsi établi entre les instances nationales et les citoyens. Dans ce contexte, des activistes du patrimoine ont créé l'expression *moradok chumchon* (patrimoine de la communauté) en réaction à l'approche dominante des instances nationales.

Moradok chumchon, « patrimoine de la communauté » mettant en avant la ville ordinaire et la démarche participative

L'élaboration de la notion de *moradok chumchon* – patrimoine de la communauté – est fondée sur deux vocables : *moradok* et *chumchon*. Dans le langage commun, le terme *moradok* (มรดก) est employé pour désigner les biens hérités de la famille. Depuis les années 1980, ce terme est utilisé couramment dans les discours politiques et médiatiques pour désigner le « patrimoine culturel » (*moradok watthanatham*). Quant au vocable *chumchon* (ชุมชน), celui-ci apparaît dans les années 1950 pour traduire la notion de « communauté [9] ». À partir des années 1960, le terme devient d'usage courant dans le vocabulaire administratif dans un sens proche de celui de village (*muban* หมู่บ้าน [10]). En 1983, le *Lexique de sociologie et d'anthropologie* précise que le terme *chumchon* désigne « un groupe de personnes résidant sur un même territoire ayant des intérêts communs et étant en situation d'interaction et d'interrelation » (Hiranto 2526 [1983] : 47-48 [11]).

Durant les années 1980 et 1990, les organisations non gouvernementales (ONG) et les universitaires « s'approprient le terme et *chumchon* devient, sinon un mouvement social, du moins un paradigme polémique contre les modèles inappropriés de développement » (Evrard [2011 : 167] s'appuyant sur Reynolds [2009]). Ce mouvement intellectuel élabore un cadre conceptuel relatif aux actions en faveur du développement économique et urbain, celui-ci reposant sur un retour aux racines de la « communauté primitive », largement imaginaire, qui aurait précédé l'époque féodale (Vongrattanatoh 2011 : 143). Les penseurs de ce mouvement promeuvent la notion de « culture communautaire » (*watthanatham chumchon*) en mettant l'accent sur les systèmes sociaux de coopération, l'interrelation entre membres de la communauté et la morale bouddhiste. Ce mouvement soulève, en outre, des questions liées au rapport de pouvoir entre gouvernement central et société

villageoise, telles que l'imposition par le haut de structures administratives et de projets de développement, la division hiérarchique entre agents gouvernementaux et habitants (Kemp 1991 : 324). Ainsi, tout en puisant dans les connaissances et savoir-faire locaux, ce mouvement suggère l'adoption des savoirs internationaux pour élaborer une approche du développement différente de celle du gouvernement central (Mukdawijitra 2548 [2005]).

Dans le champ urbain, les associations de défense du patrimoine – en particulier l'association Bangkok Forum, créée en 1994, regroupant des universitaires et des professionnels issus des domaines du droit, de l'urbanisme et de l'architecture – élaborent l'expression *moradok khong chumchon* มรดกของชุมชน (patrimoine de la communauté) ou, de façon plus concise, *moradok chumchon* มรดกชุมชน, afin de sensibiliser le public aux risques de disparition des quartiers d'habitat ordinaire. Cette désignation se réfère aux architectures de la ville végétale (maison en bois, compartiments chinois) aux espaces du quotidien partagés par les habitants, aux savoir-faire locaux et aux pratiques quotidiennes qui caractérisent la vie d'une communauté d'habitants (Pumketkao-Lecourt 2019 : 145-151).

À la différence de la notion de *boransathan*, fondée sur l'architecture savante et sur un ensemble de valeurs considérées comme immuables (ancienneté, monumentalité, esthétique), cette expression utilisée pour désigner ce patrimoine ordinaire et à terme peut-être forger une nouvelle notion, met en avant le rôle des communautés d'habitants tant dans l'histoire de la fondation et de l'évolution de la ville ancienne que dans les transformations de la ville contemporaine et la poursuite de l'implantation urbaine des quartiers populaires. Ainsi, les associations de défense promeuvent « l'urbanisme populaire » (*popular urbanism*) (Askew 2002 : 239) qui correspond à des espaces bâtis et sociaux du quotidien, à des métiers et activités commerciales et artisanales. En adoptant certaines conceptions théoriques de l'école de la « culture communautaire », les associations de défense à Bangkok utilisent le terme *chumchon* pour renforcer la coopération et les liens sociaux entre les individus au sein d'un même quartier, ainsi que pour affirmer la position des habitants en tant que principaux acteurs de la ville.

Afin de favoriser la participation active des membres d'une communauté d'habitants aux projets patrimoniaux, les associations développent des réseaux dynamiques et flexibles sous forme de « forum ouvert » ou de plateforme d'échange. L'objectif est d'« impliquer les forces démocratiques actives dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique de conservation et de développement de la ville » (Anonyme 2539 [1996]) dans un contexte politique de décentralisation mis en œuvre dans les versions successives de la Constitution thaïlandaise depuis 1997. La Constitution accorde notamment le droit aux « communautés d'habitants » (*chumchon*) de participer à la conservation patrimoniale. En outre, elle met l'accent sur les expressions vivantes héritées (traditions, savoirs locaux, arts et cultures) des communautés [12]. Ce principe rejoint celui de « participation des communautés » véhiculé par les organismes internationaux dans le domaine du patrimoine (UNESCO, ICOMOS) et du développement communautaire (Banque mondiale, ONU-Habitat). La Charte « ICOMOS-Thaïlande » sur la gestion du patrimoine

culturel (créée en 2007 et révisée en 2011) reprend le principe de la participation des communautés et prend en considération le « patrimoine culturel immatériel » des communautés (les connaissances et savoir-faire locaux, les croyances et les pratiques culturelles) ainsi que la diversité culturelle locale.

La vision patrimoniale de l'association Little People in Conservation s'inscrit dans cette mouvance. Elle partage et adopte des idées et des approches du mouvement de défense du « patrimoine de la communauté » – en particulier l'idée de « revitaliser le quartier à travers les hommes (les habitants) » (*fuen yan phan khon* ฟื้นย่านผ่านคน) élaborée par l'association Bangkok Forum – pour mener ses projets patrimoniaux à Chiang Mai.

« Patrimoine de la communauté » (*moradok chumchon*) et démarche participative en action : le projet Fuen Ban Yan Wiang

Depuis les années 1960, les mouvements intellectuels se développent à Chiang Mai pour protéger et promouvoir la culture lanna locale. Le groupe d'historiens locaux appelé Chomrom lanna khadi Chiang Mai, en collaboration avec la Siam Society, est le premier à avoir mené des études et à avoir publié des ouvrages sur l'histoire, l'art et la littérature de l'ancien royaume de Lanna. En outre, ce groupe a réfléchi à la mise en valeur de la ville carrée. Il a notamment initié une campagne de sensibilisation visant à revitaliser des sites anciens considérés comme des éléments importants du système géomantique lanna, en particulier l'ancien palais royal (*khum wiang kaeo*) situé au centre de la ville carrée, en vue de la célébration des sept cents ans de la fondation de Chiang Mai[13] (Apavatjrut-Charoenmuang 2007). Cette campagne se poursuit jusqu'à nos jours.

À la même période, l'un des membres fondateurs de ce groupe, Kraisri Nimmanahaeminda (1912-1992) – économiste et homme d'affaires formé aux États-Unis, issu d'une famille bourgeoise de Chiang Mai – a réalisé une campagne pour créer l'université de Chiang Mai afin de promouvoir la recherche et l'enseignement de l'histoire lanna mis à l'écart dans le système éducatif national (Charoenmuang 2555 [2013]). Kraisri a aussi conduit des actions de mobilisation des habitants, en les encourageant à revendiquer leur identité en tant qu'« habitants de la région Nord, ancien royaume de Lanna » (*khon mueang* คนเมือง), à parler leur dialecte (*kham mueang* คำเมือง) et à porter leurs costumes traditionnels. De plus, il a initié des actions de conservation de l'architecture domestique du style lanna. Ces actions visent à affirmer l'identité culturelle et ethnique du Lanna pour contrebalancer la politique de construction d'une identité nationale unifiée qui tente de remplacer la culture locale (langue, architecture, etc.) par la culture dominante thaïe centrale.

Dans les années 1970 et 1980, face à la croissance économique et touristique rapide de Chiang Mai, la question de la conservation de la ville ancienne devient un important sujet de préoccupation pour des habitants et des enseignants-chercheurs locaux ; il donne lieu à de multiples débats entre universitaires, population

locale et fonctionnaires en charge de la culture (Chulasai & McGrath 2017 : 318). Ces débats ont été pris en compte dans le schéma directeur de Chiang Mai de 1984 qui retient l'ensemble du périmètre de la ville carrée à l'intérieur des douves comme zone de conservation. De plus, ce schéma renforce le contrôle de l'occupation du sol à l'intérieur de la ville carrée et le réserve à des usages culturels et résidentiels (Clément-Charpentier & Jintavorn 1989 : 231). De nombreuses règles ont été fixées quant à la hauteur des bâtiments pour ne pas nuire aux « monuments anciens », (*boransathan*) ainsi qu'à la dimension et aux caractéristiques architecturales des constructions. Des actions de conservation et de restauration des enceintes anciennes et des portes sont réalisées ; en 1986, le gouverneur Chaiya Poonsiriwongse a fait démolir le vestige de la porte Thapae résultant de sa reconstruction en 1967 (Chulasai & McGrath 2017 : 321). L'application du schéma directeur et la restauration des enceintes et des portes ont coïncidé avec le déplacement du centre administratif provincial qui a suscité un intérêt pour la réhabilitation de la ville carrée. La municipalité décide alors de créer le Chiang Mai Historical Centre, le Lanna Folklore Museum et le Chiang Mai City Arts and Cultural Centre dans les années 1990 et 2000. Désormais, la ville carrée constitue un enjeu patrimonial, mais les projets des autorités politiques se concentrent sur le seul patrimoine urbain monumental et les habitants ne sont guère pris en compte.

L'entrée en jeu de l'habitant « ordinaire » et du « patrimoine de la communauté » (*moradok chumchon*) dans le champ patrimonial à Chiang Mai est marquée par l'élaboration du projet Fuen Ban Yan Wiang (FBYW) visant à « revitaliser » (*fuen* ฟื้น) des villages historiquement constitutifs de l'espace urbain (*ban* บ้าน et *yan* ย่าน) de la ville carrée (*wiang* เวียง). Initié en 2011, ce projet est conçu comme un projet expérimental dont l'objectif est de constituer un collectif dans le champ patrimonial. Sa démarche est fondée sur la création d'une plateforme d'échanges permettant d'associer des associations locales de défense du patrimoine et de réunir plusieurs générations d'universitaires et de professionnels issus de différents champs disciplinaires. Parmi les associations engagées, il convient de mentionner le groupe Raksa Lanna [14], le réseau de Khiao Suai Hom [15], le groupe d'architectes Kon Jai Baan [16], le groupe d'architectes Muang Muang [17]. Créés dans les années 1990 et 2000, ces groupes fédèrent des professionnels (architectes, urbanistes, paysagistes et artistes) soucieux de protéger le patrimoine urbain et architectural, l'environnement urbain et les expressions artistiques et culturelles lanna.

Ce projet est dirigé par les deux présidentes de l'association Little People in Conservation (LPC), fondée en 2004, qui regroupe des historiens de l'art, des artistes et des architectes. Cette association joue un rôle moteur dans la mise en œuvre de la coopération avec les autorités officielles. Pour mener les actions patrimoniales *in situ* avec les habitants, l'association LPC élabore plusieurs leviers d'action, parmi lesquels la production de documents iconographiques.

La production de documents cartographiques comme démarche pédagogique et promotionnelle

Afin d'élaborer le projet FBYW, les associations locales collaborent avec l'association Bangkok Forum et adoptent l'idée de « revitaliser le quartier à travers les hommes » (*fuen yan phan khon* ฟื้นย่านผ่านคน). Cette idée part du principe que

> la conservation de la ville ancienne ne consiste pas seulement à prendre en compte la matérialité du bâti, mais également à sensibiliser les personnes qui résident en ces lieux à l'entretien de leur maison (*ban*) et de leur quartier (*yan*) ; à rendre les habitants plus autonomes quant à la protection du patrimoine de leur communauté (*moradok chumchon*). (Chantarasomwong 2011 : 3, 8.)

Dans une perspective pédagogique, les associations locales élaborent une démarche participative à travers des ateliers de réflexion, souvent organisés au monastère (*wat* วัด) du quartier, centre de la vie sociale et lieu de rencontre privilégié des habitants. L'objectif est à la fois de collecter des informations sur le quartier et d'inciter les habitants à prendre part aux différentes étapes du processus de patrimonialisation : identification des objets à valoriser ; interprétation des valeurs patrimoniales ; valorisation, conservation et promotion patrimoniale.

L'un des principaux ateliers de ce projet se rapporte à la cartographie des « communautés » (*chumchon*) de la ville carrée, conduit par le groupe d'architectes Kon Jai Baan (Suwannarat 2015). Ce groupe s'approprie et adapte le principe et la méthode de la « cartographie culturelle » (*Cultural Mapping*), promue par les agences de coopération internationales et régionales, en particulier par l'UNESCO, pour « assurer la participation des minorités et des groupes marginalisés à l'élaboration et à l'application des politiques et des actions qui les concernent directement » (UNESCO 2009 : 8). Cet « outil » permet d'identifier, de documenter et d'enregistrer les biens matériels et immatériels [18] du territoire considéré, afin de promouvoir la diversité des expressions culturelles (Burton 2003).

Selon les guides des ateliers organisés par l'UNESCO (Crawhall 2010), la cartographie culturelle est le support d'une démarche performative au sens où l'usage de la carte joue ici un rôle d'agent actif des relations sociales entre les organisateurs de l'atelier (les experts) et les participants (les habitants). Dans ce cadre, les habitants participent directement à l'identification et à la représentation des éléments patrimoniaux pour « prendre en compte les voix de tous les participants » et « transférer le pouvoir de décision des experts aux participants détenteur d'un savoir local [19] » (UNESCO 2009 : 16).

Les associations locales du projet disent vouloir impliquer les habitants dans la cartographie de leur espace de vie pour qu'ils deviennent des acteurs de sa préservation. Ainsi, leur objectif est non seulement d'identifier et représenter les patrimoines culturels de la population locale, mais aussi de susciter ou de renforcer un sentiment d'appartenance suffisamment fort pour que les participants s'investissent par la suite dans des actions patrimoniales et collectives [20]. Cependant, à la différence des modèles d'ateliers de l'UNESCO, dans le projet FBYW la participa-

tion des habitants a été limitée à l'identification patrimoniale. Les architectes du groupe Kon Jai Baan ont tout d'abord arpenté les ruelles des quartiers considérés avec des habitants et les ont interrogés (entretiens non directifs actifs). Ensuite, d'après les résultats des données qualitatives collectées, l'association a produit des documents cartographiques représentant les éléments caractéristiques du quartier, lesquels sont désignés comme « patrimoines culturels » (*moradok wat-tanatham*) de la ville carrée. En d'autres termes, ce sont des architectes qui ont réalisé les interprétations et les représentations des réponses obtenues auprès des habitants. Dans ce cas, la carte ne joue pas tant un rôle d'agent des relations sociales, mais plutôt d'agent de promotion des objets valorisés et des démarches participatives du projet.

Les cartes réalisées par les architectes ont été médiatisées par la publication d'une revue mensuelle rédigée en thaï portant le nom du projet. Publiée entre 2012 et 2014, cette revue est principalement destinée aux habitants de Chiang Mai et aux touristes thaïlandais. Sa publication a bénéficié du soutien financier de plusieurs organismes, notamment du Chiang Mai City Arts and Cultural Centre (placé sous la direction de la municipalité) dont la vocation est de valoriser et de promouvoir l'histoire et l'identité culturelle de l'ancien royaume de Lanna et de contribuer à l'apprentissage de son patrimoine et de sa culture [21]. Les onze numéros de la revue sont consacrés aux treize quartiers [22] qui constituent une composante importante de la structure sociale urbaine de la ville carrée. L'origine ethnique des populations de ces quartiers est diverse (birmane, tai yai, tai lü, etc.), car issue du déplacement des populations urbaines de l'État Shan (l'actuel Myanmar) et de Sibsongbanna (l'actuelle préfecture autonome daï de la province du Yunnan, Chine), notamment des artisans, pour repeupler et reconstruire la ville de Chiang Mai à la suite de la guerre contre la Birmanie à la fin du XVIIIe siècle (Vatikiotis 1984 ; Ongsakul 2553 [2010]).

Les auteurs de la revue, dont la plupart sont des membres des assocations, utilisent les documents cartographiques pour faire connaître ces quartiers, leur patrimoine culturel et leurs habitants. Ces derniers sont appelés *khon mueang*, une expression dont la première signification se réfère à la population qui habite dans une principauté (*mueang*) ou dans une aire urbaine par opposition à la population montagnarde (*khon doi*) (Vaddhanaphuti 2555 [2012]). Cette expression est réactivée et utilisée depuis les années 1960 par les mouvements sociaux en faveur de l'affirmation de l'identité ethnique et culturelle des habitants de la région Nord, ancien royaume de Lanna, pour créer une unité culturelle de la population de cette région. Les documents cartographiques et l'expression *khon mueang* sont utilisés pour mettre en avant la pluralité des identités ethniques de la ville carrée et pour revendiquer une identité culturelle lanna distincte de la culture dominante nationale.

Un élargissement du domaine patrimonial par la représentation cartographique

L'expression choisie par les associations engagées pour nommer leur projet et leur revue, Fuen Ban Yan Wiang (FBYW), montre l'importance accordée aux objets patrimoniaux des quartiers et villages urbains ethniques et/ou spécialisés (*ban* บ้าน et *yan* ย่าน), présents dans la ville fortifiée (*wiang* เวียง). Le premier terme, *fuen* ฟื้น, signifie revitaliser. Les termes qui suivent précisent ce qu'il convient de revitaliser. Dans les langues thaïes du Nord et lao, *ban* désigne à la fois la maison (unité familiale) et le village (groupement d'habitations) (Clément-Charpentier & Clément 1990 : 195). Ainsi, le toponyme du village a souvent pour préfixe le terme *ban* : Ban Tawai, Ban Wat Ket, Ban Wua Lai. La notion de *ban* renvoie également à deux marqueurs religieux de la société thaïe pour exprimer l'unité de la collectivité villageoise : le monastère bouddhique (*wat* วัด) et l'autel du génie protecteur du village (*ho phi* หอผี) que les villageois entretiennent. Ainsi, le village (*ban*) signifie un groupe de familles qui réside dans l'aire d'influence d'un monastère bouddhique (*wat*) et dans le territoire de protection des génies tutélaires (*phi* ผี). La croyance dans le génie protecteur est liée au culte des ancêtres, fonds de croyance animiste qui coexiste avec le bouddhisme (Kitiarsa 2005).

Dans le titre du projet, le mot *ban* est suivi par le terme *yan* qui désigne dans la langue courante thaïe le quartier « ordinaire » organisé autour des monastères locaux, des marchés, des rues commerçantes ou d'activités économiques diverses[23]. Les associations utilisent ce terme pour évoquer les quartiers présentés dans leur revue, en mettant l'accent sur les spécificités artisanales de chaque quartier. La façon de nommer, en particulier le choix des termes *ban* et *yan*, exprime la volonté des associations de prendre en compte l'importance de la relation entre les habitants, leurs lieux de vie et d'activités, ainsi que leurs pratiques quotidiennes.

Ainsi, le projet FBYW se fonde sur les valeurs communautaires, jugées fondamentales, et sur les connaissances de la communauté. La promotion de ces valeurs repose notamment sur des représentations iconographiques (photographies et dessins), l'importance des éléments visuels, dans les conceptions comme dans les actions de LPC se rattachant aux spécialités de leurs deux présidentes, respectivement historienne de l'art et photographe. Dans la représentation cartographique de la revue FBYW (fig. 2 et 3) sont valorisés les éléments suivants : monastères fréquentés par les habitants (lieux de culte mineurs et ordinaires) ; autels des génies protecteurs des quartiers et des portes d'entrée de la ville fortifiée ; marchés de quartiers (lieux quotidiens du commerce) et vendeurs de rue proposant des fruits et légumes régionaux ou des fleurs destinées aux offrandes ; végétation (certains arbres sont nommés, d'autres dessinés) ; lieux et modes de transports (gare routière, cyclopousse, bicyclette et, dans une moindre mesure, bus) ; habitations (architecture vernaculaire) ; activités professionnelles (sculpteurs, bijoutiers, etc.) et habitants de ces quartiers sans distinction de sexe ni d'âge. Par exemple, la figure 2 montre l'importance des activités artisanales, telles que la sculpture sur bois d'images du Bouddha.

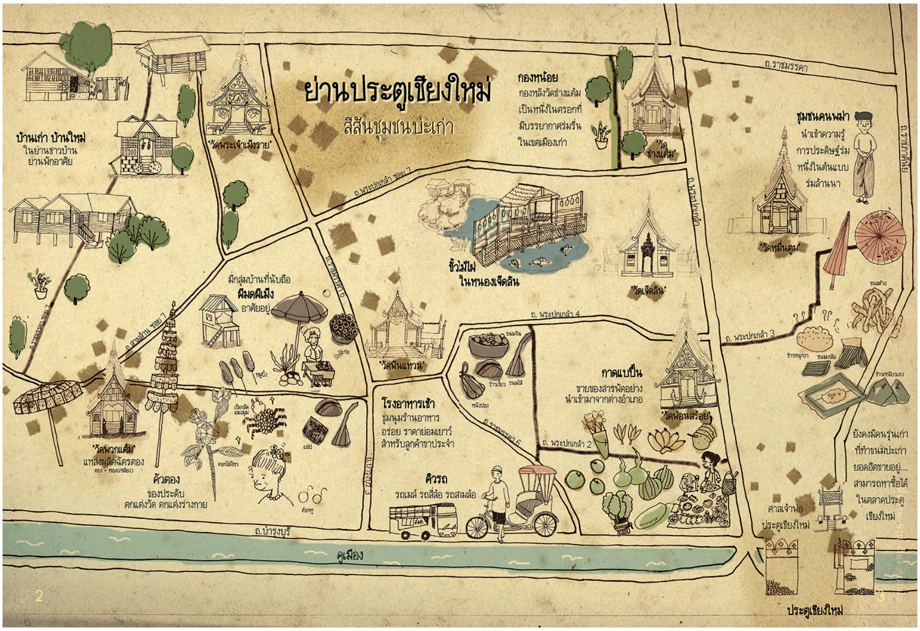

Fig. 2. Représentation cartographique du quartier Pratu Chiang Mai,
illustrée par Supakul Panta, architecte du groupe Kon Jai Baan

Sources : revue *Fuen Ban Yan Wiang*, n° 1, avril 2012, p. 2-3.
© Projet Fuen Ban Yan Wiang.

Les habitants sont dessinés avec des caractéristiques spécifiques représentant leurs occupations respectives : sculpteurs et musiciens. Leurs dimensions graphiques sont aussi importantes que celles des édifices. La représentation cartographique des arbres sacrés, marqueurs d'une entrée de la ville fortifiée, fait, elle aussi, l'objet d'une attention particulière (échelle, description détaillée). De même, le parc public Suan buak hat, réhabilité par la municipalité, devenu un lieu de promenade et de détente privilégié pour les habitants, est valorisé. En revanche, les simples promeneurs ou écoliers sont représentés d'une manière imprécise (seulement les contours) et leur taille est réduite (fig. 3).

Cette façon de représenter les « petites gens » (*little people*), les gens ordinaires et leurs pratiques territorialisées vise à accorder à la communauté, dans sa diversité, une importance plus grande qu'aux monuments classés par les autorités nationales. Selon l'une des fondatrices de l'association LPC, « ce sont les valeurs de la population locale qui sont représentées [24] ». Les discours insistent sur la complémentarité des savoirs, ceux des gens ordinaires et ceux des experts professionnels ou des savants. En témoigne le logo de l'association qui représente une unité, autrement dit un seul corps, le corps social de la communauté, constitué de huit corps, cor-

Fig. 3. Représentation cartographique du quartier Suan buak hat, illustrée par Supakul Panta, architecte du groupe Kon Jai Baan

Sources : revue *Fuen Ban Yan Wiang*, n° 2, mars 2012, p. 7.
© Projet Fuen Ban Yan Wiang.

respondant aux principaux points cardinaux, reliés par les mains représentant la ville fortifiée de forme carrée. Les têtes sont unies et forment une figure géométrique unitaire. On peut supposer qu'elles réfléchissent ensemble à des questions de conservation patrimoniale, sans position hiérarchisée au sein du groupe : « tout un chacun a des connaissances et apprend en pratiquant[25] » (voir fig. 4).

Fig. 4. Logo de l'association Little People in Conservation
Sources : page Facebook de l'association, consultée le 28 août 2020.
© Association Little People in Conservation.

À la suite de la publication des cartes des treize quartiers dans la revue *Fuen Ban Yan Wiang*, les associations ont réalisé une carte de la « ville ancienne de Chiang Mai » (*Mueang kao Chiang Mai*) pour la Tourism Autority of Thailand dans le cadre du programme New Heart Thailand (fig. 5). Rédigée en langues thaïe et anglaise, la diffusion de cette carte vise à « sensibiliser les touristes à la préservation des valeurs et de la richesse des ressources culturelles pour favoriser un développement touristique durable [26] », c'est-à-dire à promouvoir une forme de tourisme différente de celle mise en œuvre à Chiang Mai depuis les années 1960 ayant entraîné la commercialisation et la standardisation de l'artisanat local.

Elle propose des parcours touristiques dans la ville carrée invitant le promeneur à découvrir les « architectures historiques » (*sathapattayakam choeng prawattisa*) et le « mode de vie local » (*chiwit phuenban*). Il est intéressant d'observer que cette carte représente non seulement les éléments valorisés par la revue *Fuen Ban Yan Wiang* (lieux de culte, lieux quotidiens du commerce, architecture vernaculaire, activités artisanales, arbres, etc.), mais aussi les monuments anciens (*boransathan*) et les sites archéologiques classés par les autorités nationales. Cependant, le mode de représentation choisi met l'accent sur les habitants, leurs lieux de vie quotidienne et leurs expressions culturelles. Ainsi, les habitants sont dessinés avec une dimension graphique identique à celle des monuments classés, comme dans les représentations figurant dans la revue *Fuen Ban Yan Wiang*.

Il est à noter que les représentations des « cartes culturelles » sont différentes de celles des institutions officielles qui se focalisent essentiellement sur les monuments classés (voir fig. 1). Ainsi, la production de « cartes culturelles » orientée vers la représentation des expressions culturelles héritées de la population locale peut être considérée comme l'un des moyens d'élargir le champ patrimonial sous trois aspects : celui de la diversification des catégories patrimoniales – de l'édifice aux autres composantes urbaines (arbres sacrés, marchés, autels des génies protecteurs des quartiers, etc.) – ; celui du changement d'échelle de protection – du monument urbain à la ville ancienne – ; celui du déplacement du paradigme du patrimoine

Fig. 5. Représentation cartographique de la « ville ancienne de Chiang Mai » (*Mueang kao Chiang Mai*) du projet Fuen Ban Yan Wiang

© Chiang Mai City Arts and Cultural Centre.

– de la monumentalité véhiculée par le terme *boransathan* à l'« ordinaire » du patrimoine de la communauté, en d'autres termes du patrimoine matériel au patrimoine matériel et immatériel.

La phase suivante du projet a trait à des programmes de valorisation patrimoniale in situ avec les communautés concernées dont l'objectif est à la fois de promouvoir les spécificités artisanales et les expressions artistiques des quartiers ordinaires de la ville carrée et de susciter un sentiment identitaire et de fierté au sein de la communauté [27]. Pour réaliser ces programmes, les associations continuent à expérimenter des démarches participatives. Elles mobilisent les habitants et élargissent la coopération avec d'autres groupes d'acteurs : enseignants-chercheurs, étudiants en histoire de l'art lanna, experts locaux et nationaux, élus locaux et commerçants locaux. Depuis 2012, plusieurs actions patrimoniales ont

été réalisées, notamment des interventions architecturales (restauration de bâtiments anciens, souvent ceux du monastère du quartier) pour créer de nouveaux lieux culturels, tels que l'atelier d'apprentissage sur des savoirs artisanaux locaux et le musée de ferronnerie du quartier Wat Puak Taem visant à faire connaître les étapes de fabrication d'éléments ornementaux en laiton – parasols (*chatra*) du *stupa*, ornements divers des danseurs « traditionnels » (pour les cheveux, les ongles) – et à vendre ces artefacts afin de valoriser et pérenniser cet artisanat [28].

La figure des « passeurs-médiateurs »

L'analyse du projet FBYW montre que les leaders des associations Little People in Conservation et Kon Jai Baan jouent plusieurs rôles et prennent des positions diverses selon la situation, ce qui peut soulever des ambiguïtés concernant leurs postures : historiens lorsqu'ils mettent en récit l'histoire culturelle et identitaire lanna dans les numéros de la revue *Fuen Ban Yan Wiang* ; représentants des associations locales auprès de certaines autorités officielles, notamment auprès de la municipalité ; « passeurs-médiateurs » (figure d'intermédiation sociale) lorsqu'ils « font le lien » entre différents groupes d'acteurs. En outre, leurs démarches participatives permettent surtout d'affirmer cette position de « passeurs-médiateurs » auprès de la communauté d'habitants lorsqu'ils rendent intelligibles les discours et les principes spécialisés du patrimoine (pour sensibiliser les habitants à ces questions) ou lorqu'ils leur transmettent des savoir-faire concernant l'intervention patrimoniale.

Dans cette mesure, le rôle comme le statut des leaders des associations ne correspondent pas vraiment à leur répresentation véhiculée par le logo de l'association (voir fig. 4) et dans les supports de communication du projet, à savoir celle de simples « petites gens » (*Little people*) qui « réfléchissent ensemble à des questions patrimoniales sans position hiérarchisée ». En réalité, lorsque ces leaders mènent les programmes patrimoniaux avec les habitants, ils pilotent ces programmes et décident quels objets seront mis en avant et quelles valeurs seront accordées à ces objets patrimonialisés.

La position de leader occupée par des membres fondateurs des associations locales repose sur leur capacité à s'approprier des principes et approches de conservation internationaux, en les adaptant à une éthique de conservation fidèle à leurs valeurs sociales. Leur capacité d'adaptation provient pour partie de leur formation intellectuelle ou scientifique dans les domaines de l'art, de l'histoire et de l'architecture locale, et de leur capacité de transmission des connaissances et savoir-faire de leur profession (académique, artistique, etc.). Dans le cas des présidentes de l'association LPC, la relation qu'elles établissent avec des institutions internationales renforce leur position de leader. Elles développent une coopération directe avec l'UNESCO depuis la mise en œuvre du projet de restauration de la salle de prière *wihan Phra Chao Pun Ong* du monastère Pongsanuk à Lampang, de 2004 à 2007. Ce projet a été récompensé par l'UNESCO (Asia-Pacific

Awards for Cultural Heritage Conservation) en 2008, en raison de son adaptation du principe de « participation des communautés locales » au contexte local. En 2009, l'association LPC a organisé un séminaire sur la gestion des collections et l'interprétation des œuvres d'art bouddhiques, destiné aux habitants et bonzes engagés. Soutenu par l'UNESCO Bangkok dans le cadre du programme intitulé Museum-to-Museum Partnership, ce séminaire a permis de créer un réseau composé d'une vingtaine de communautés d'habitants à Lampang, Lamphun et Chiang Mai, trois villes principales de la région Nord. Depuis lors, les responsables de l'association LPC jouent un rôle de médiation entre les communautés locales et l'UNESCO (Pumketkao-Lecourt 2019). Dans cette mesure, elles deviennent peut-être aussi de nouvelles figures et de nouveaux acteurs légitimes des discours et de pratiques "autorisés" du patrimoine, non seulement dans l'arène nationale, mais également internationale.

Conclusion

À partir d'une réflexion sur les étapes de l'élaboration des conceptions patrimoniales en Thaïlande en référence aux évolutions du vocabulaire et des projets, en particulier l'étude de l'élargissement des catégories patrimoniales – *boransathan* et *moradok chumchon* –, le présent article a permis de montrer comment la notion de patrimoine est établie ou adaptée par la société savante siamoise, les institutions nationales – notamment le département des Beaux-Arts – et les leaders de mouvements citoyens, selon le contexte politique et l'usage des projets.

À cet égard, nous avons centré notre analyse sur l'association Little People in Conservation (LPC), celle-ci jouant, dans les années 2000, un rôle moteur dans la réactivation de l'expression *moradok chumchon*, entendu comme patrimoine de la communauté locale à Chiang Mai. Nous nous sommes attachées à montrer que la manière dont l'association LPC nomme le projet, Fuen Ban Yan Wiang, et son objet, *moradok chumchon*, reflète la volonté de ses leaders d'étendre la notion du patrimoine du monumental à l'ordinaire, de l'espace physique à l'espace social.

Dans cette perspective, l'usage de l'image et de cartes culturelles a constitué, d'après notre examen des représentations iconographiques des treize numéros de la revue du projet *Fuen Ban Yan Wiang*, un moyen privilégié pour promouvoir le patrimoine de la communauté locale dans toute sa diversité. En toile de fond, les éléments visuels comme l'expression *khon mueang* – dont la première signification se réfère à la population qui habite dans une principauté (*mueang*) ou dans une aire urbaine – sont utilisés non seulement pour favoriser la participation active des habitants et pour valoriser la pluralité des identités ethniques de la ville carrée, mais aussi pour revendiquer une identité culturelle lanna distincte de la culture dominante thaïe centrale. Ainsi, la dimension politique sous-jacente du projet FBYW est construite autour de narrations verbales et visuelles, les dispositifs se rapportant aux spécialités des deux leaders de l'association LPC (histoire de l'art et photographie).

Nonobstant l'activisme de ces acteurs locaux ou d'autres mouvements citoyens en faveur de la conservation de la cité historique lanna, ses quartiers d'habitat

restent confrontés aux défis que représentent les pressions externes économiques - notamment celles liées à l'exploitation touristique (domestique et internationale) - ou politiques nationales de développement en faveur de la modernisation de la capitale du Nord de la Thaïlande, défis risquant de prendre de l'ampleur lorsque Chiang Mai sera inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO.

En effet, Chiang Mai a été inscrite sur la liste indicative de l'UNESCO sous l'intitulé « Monuments, Sites and Cultural Landscape of Chiang Mai, Capital of Lanna » (Monument, sites et paysage culturel de Chiang Mai, capitale du Lanna) en février 2015[29] Ce projet piloté – notons-le – par les membres fondateurs de l'association LPC, trouve-il une articulation avec la reconnaissance d'un « patrimoine local de la communauté » ou d'un « patrimoine ordinaire » ? À première vue, le projet d'inscription de Chiang Mai au patrimoine mondial semble se focaliser sur le « paysage culturel » indissociable de l'identité lanna, sur l'histoire longue de son royaume, et surtout sur la montagne et le *Wat Phra That* Doi Suthep qui sont des lieux sacrés. D'après Olivier Evrard et Prasit Leepreeca : « *Wat Phra That Doi Suthep is strongly associated with a northern variant of theravada Buddhism, called Yuan Buddhism, itself directly linked with northern Thai people's (*khon müang*) identity* » (Evrard & Leepreecha 2009 : 305). Outre le changement d'échelle du projet – de la ville de fondation à un périmètre de 261 km^2, peut-être lié à la volonté d'accroître le rayonnement de la région de Chiang Mai et, ce faisant, l'identité lanna – il est permis de s'interroger sur les intentions dont ce projet est porteur, étant entendu que pour obtenir le label de patrimoine mondial de l'UNESCO, comme le précise Charles Goldblum dans ce volume, les pays et villes candidats à ce label sont tenus d'adhérer aux catégories et au vocabulaire UNESCO de référence.

Notes

1. En 1912, le département des Beaux-Arts (DBA) est créé pour prendre en charge des activités artisanales traditionnelles en s'inspirant du modèle des écoles d'art de la colonie britannique en Inde. En 1926, en conséquence de la crise financière du pays, l'Institut royal de littérature, d'archéologie et des beaux-arts (*Ratchabandittayasathan*) est créé. Il englobe la Bibliothèque Vajirayana, le Service archéologique, le musée de la Capitale et le DBA. Après le coup d'État de 1932, le gouvernement constitutionnel transfère l'autorité de la protection patrimoniale de l'Institut royal au directeur général du DBA. Le DBA est ainsi rétabli avec une nouvelle structure de gouvernance qui comprend le Musée national et la Bibliothèque nationale.
2. Voir le *Recueil d'explications du roi Mongkut*, la partie 4 inititulée *Boransathan*, https://vajirayana.org/ชุมนุมพระบรมราชาธิบาย-ในพระบาทสมเด็จพระจอมเกล้าเจ้าอยู่หัว-ภาคที่-๔-หมวดโบราณสถาน, consulté le 28 août 2020.
3. Voir le *Recueil d'explications du roi Mongkut*, la proclamation royale intitulée *Mai prakat khet rang wat phurai khut wat*, https://vajirayana.org/ประชุมประกาศรัชกาลที่-๔-ภาค-๒/๓๒-หมายประกาศเขตรางวัดผู้ร้ายขุดวัด consulté le 28 août 2020.
4. La Bibliothèque Vajirayana (*hophrasamut Vajirayana samrap phranakhon*) est créée en 1905. La collection de cette bibliothèque est devenue ultérieurement le fonds des Archives nationales de la Thaïlande.

5. La Siam Society (*siam samakhom*) est créée en 1904 par un groupe d'employés européens de la fonction publique siamoise en collaboration avec les membres de la famille royale, en s'inspirant des sociétés orientalistes, telles que la Batavian Society of Arts and Letters (établie en 1778) et l'Asiatic Society of Bengal (établie en 1784) (Peleggi 2013 : 1530-1531). Ses premiers membres comprennent des chercheurs français de l'École française d'Extrême-Orient, des diplomates allemands, un colonel italien, des administrateurs britanniques et des conseillers juridiques japonais (Lewis 2013 : 362). Depuis, la Siam Society poursuit des investigations dans les domaines de l'histoire, de l'art, de la littérature et de la science naturelle. Elle publie des travaux de recherche dans sa revue périodique, *Journal of the Siam Society*.
6. En 1907, la Société archéologique (*borankhadi samoson*), composée de savants de la famille royale et de fonctionnaires ayant une éducation européenne, est créée pour impulser une dynamique de recherche historique et culturelle de l'ancien Siam. Entre 1908 et 1919, la société publie 43 ouvrages relatifs à la littérature siamoise, aux annales royales (*pongsawadan*) d'Ayutthaya et de Rattanakosin (Bangkok), ainsi qu'aux chroniques (*tamnan*) traitant de l'origine des objets sacrés des cités anciennes.
7. Directeur de la Bibliothèque Vajirayana entre 1915 et 1932. Directeur de l'Institut royal de littérature, d'archéologie et des beaux-arts (*Ratchabandittayasathan*) entre 1926 et 1932.
8. Pour rappel, ces principes mettent l'accent sur une approche de restauration visant à préserver les conditions de « l'authenticité » de l'édifice : conception et forme, matériaux et techniques de construction. Voir ICOMOS, *Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites*, 4 p.
9. Durant les années 1950, les socialistes thaïlandais Kulap Saipradit et Jit Poumisak utilisent le terme *chumchon* pour traduire la notion de « communauté primitive » de Karl Marx dans leur littérature politique (Reynolds 2009).
10. Le terme *chumcho*n s'est répandu et institutionnalisé au début des années 1960. Ce mot est promu par le département du Développement communautaire (*krom phatthana chumchon*) créé en 1962 par le ministère de l'Intérieur (Kemp 1991). Il devient d'usage courant dans le vocabulaire administratif à un moment où l'aide américaine se répand sur le pays et où les projets de « développement communautaire » (*kan phatthana chumchon*) font partie intégrante de la lutte contre le communisme dans les campagnes (Vongrattanatoh 2011 : note 9).
11. Ce passage est traduit par Sunida Vongrattanatoh (2011 : 143).
12. La Constitution de la Thaïlande, 1997, article 46, chapitre 3 « Droits et libertés des Thaïlandais ».
13. Le groupe *Chomrom lanna khadi Chiang Mai* a demandé la délocalisation de la prison centrale qui a été construite dans l'enceinte de l'ancien palais royal par le gouvernement central à la fin du XIXe siècle. L'installation d'une prison au centre de la ville carrée est jugée « inappropriée » par des habitants de Chiang Mai. Ainsi, le groupe a proposé la réaffectation du site de l'ancien palais royal en le transformant en parc public.
14. Créé en 1996, le groupe Raksa Lanna (รักษ์ล้านนา, « protéger le Lanna ») réunit des membres du groupe de musique folk Bailan (ใบลาน) et des disciples de l'école Honghian *suepsan* Lanna qui s'engagent dans la sauvegarde des expressions artistiques et culturelles lanna (musique, savoirs artisanaux, littérature).

15. Créé en 2009, le réseau Khio Suay Hom (เขียวสวยหอม, Greenery Beauty Scent) regroupe des habitants, des architectes, des paysagistes et des urbanistes qui partagent la volonté d'un urbanisme soucieux de l'environnement. Voir URL : https://www.facebook.com/GREENERY.BEAUTY.SCENT/.
16. Créé en 2010, le groupe d'architectes Kon Jai Baan (คนใจบ้าน, « personnes qui prennent soin de l'habitation ») se consacre à l'amélioration des conditions d'habitat et à la protection du « patrimoine culturel » (*moradok watthanatham* มรดกวัฒนธรรม) des communautés locales, URL : https://www.facebook.com/Jaibaan/.
17. Créé en 2009, le groupe d'architectes Muang Muang (เมืองเมือง) s'engage dans la protection environnementale et la conservation architecturale. Voir URL : https://www.facebook.com/muangmuang/.
18. Selon la démarche de « cartographie culturelle », les biens matériels comprennent les bâtiments, les repères ou marqueurs spatiaux distinctifs ou remarquables, les arts, la nourriture, les évènements locaux, les pratiques, les langues, les produits. Les biens immatériels incluent la structure sociale, le système de croyances, les mémoires et histoires collectives ou individuelles, les valeurs locales (Burton 2003).
19. Ces extraits sont traduits de l'anglais par les auteurs.
20. D'après un entretien réalisé avec Samart Suwannarat du groupe d'architectes Kon Jai Baan en juillet 2017.
21. Voir URL : https://cmocity.com/about/.
22. Ces quartiers sont Wat Puak Taem, Pratu Chiang Mai, Wat Meun Toom, Suan buak hat, Wat Phra Singh, Wat Prasat, Kad Ming Mueang, Kad Sompet, Wat Khuankha ma samakkhi, Wat Lam Chang, Wat Sai Mun Mueang, Ban Maytang, Wat Puak Hong.
23. Ce terme est également transcrit par yarn (Askew 1996 : 183-210).
24. D'après un entretien réalisé en décembre 2015 avec Angela Srisomwongwattana.
25. *Ibid.* Traduction des auteurs de son expression leitmotiv « *Everybody have Knowledge, and Learning by doing* ».
26. Voir la vidéo présentation du programme New Heart Thailand (titre en thaï, *Thiao huacai mai – mueang thai yangyuen*), mis en ligne le 4 mars 2011, URL : https://www.youtube.com/watch?v=MxwmFRpb2OQ, consulté le 29 août 2020.
27. D'après un entretien réalisé en décembre 2015 avec Woralun Boonyasurat, l'une des fondatrices de l'association LPC.
28. Voir URL : https://chiangmaiworldheritage.org/th/my-chiangmai/puak-taem-museum/, consulté le 29 août 2020.
29. Voir URL : https://whc.unesco.org/en/tentativelists/6003/, consulté le 13 août 2020.

Références

ANONYME, 2539 [1996]), « Bangkok Forum : To laeo wang taek », *Manager weekly*, 22-28 janvier, p. 40-41.

APAVATJRUT CHAROENMUANG, Duongchan, 2007, *Sustainable Cities in Chiang Mai : A Case of a City in a Valley*, Chiang Mai, Thailande : Sangsilp Printing.

ASKEW, Marc, 1996, « The Rise of Moradok and the Decline of the Yarn : Heritage and Cultural Construction in Urban Thailand », *Sojourn : Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 11, 2 : 183-210.

ASKEW, Marc, 2002, « The Challenge of Co-Existence : The Meaning of Urban Heritage in Contemporary Bangkok », in *The Disappearing "Asian" City: Protecting Asia's Urban Heritage in a Globalizing World,* William S. Logan, éd., Hong Kong : Oxford University Press, p. 229-244.

BAKER, Chris, 2004, « Introduction », in *The Society of Siam : Selected Articles for the Siam Society's Centenary*, Chris Baker, éd., Bangkok : The Siam Society.

BYER BAYLE, Béatrice, 2012, « Les politiques du passé face aux usages sociaux dans la restauration des temples bouddhistes », CeROArt, 8, URL : http://journals.openedition.org/ceroart/2835 ; DOI : https://doi.org/10.4000/ceroart.2835, consulté le 29 août 2020.

BURTON, Lisa Ann, 2003, « Participatory an Collaborative Cultural Ressource Auditing among the Indigenous Communities of Northern Mindanao », in *UNESCO, Cultural Diversity and Indigenous Peoples : Oral, Written Expressions and New Technologies*, CD-ROM.

BYRNE, Denis, 1995, « Buddhist Stupa and Thai Social Practice », *World Archaeology*, 27, 2 : 266-281.

BYRNE, Denis, 2014, *Counterheritage : Critical Perspectives on Heritage Conservation in Asia*, Londres, New York : Routledge.

CERTEAU, Michel de, 1990, *Invention du quotidien 1. Arts de faire*, Paris : Éditions Gallimard.

CHANTARASOMWONG, Arphon, 2011 [2554], *Fuen mueang kao hai mi chiwit. Prasopkan fuen chiwit hai mueang kao jak yipun thueng thai* (Revitaliser la ville ancienne. Les expériences de la révitalisation de la ville ancienne du Japon à la Thaïlande), Bangkok : Bangkok Forum.

CHAROENMUANG, Tanet, 2555 [2013], « Kraisri Nimmanahaeminda (phutthasakkarat 2455-2535) : nakrop thongthin nai rat ruam sun (Kraisri Nimmanahaeminda [l'ère bouddhique 2455 (1912)- 2535 (1992)] : un combattant local contre la centralisation nationale) », in *Tauton khon mueang : 100 pi chattakan Kraisri Nimmanahaeminda* (L'identité de khon mueang : 100 ans de Kraisri), Wasan Panyakaeo, éd., Chiang Mai : Wanida kanpim, p. 221-247.

CHULALONGKORN (ROI), 2511 [1968], « Samakhom suepsuan khong boran nai prathet Siam. Phraratchadamrat khong Phrabatsomdet phra chunlachomklaochaoyuhua (The Society of Investigation of Archaeological Finds in Siam, the Royal Speech by King Chulalongkorn) », in *Nittayasan Silpakorn*, 12, 2 : 42-46, Bangkok : Krom Silpakorn.

CHULASAI, Bundit & McGRATH, Brian, 2017, « La trilogie de Chiang Mai. La conservation de la forme urbaine en questions », in *Transitions urbaines en Asie du Sud-Est. De la métropolisation émergente et de ses formes dérivées*, Karine Peyronnie, Charles Goldblum & Bounleuam Sisoulath, éd., Marseille : IRD Editions/IRASEC, coll. « Objectifs Suds », p. 309-330.

CLÉMENT-CHARPENTIER, Sophie & JINTAVORN, Kunwadee, 1989, « Chiengmai, sept siècles de tradition urbaine », in *Archipel*, « Ville d'Insulinde (II) », 37 : 219-246, URL : https://www.persee.fr/doc/arch_0044-8613_1989_num_37_1_2572, consulté le 29 août 2020.

CLÉMENT-CHARPENTIER, Sophie & CLÉMENT, Pierre, 1990, *L'habitation lao dans les régions de Vientiane et de Louang Prabang : réunir les bois, réunir les mains*, vol. 1, Paris : Peeters, coll. « Asie et Monde Insulindien », 18 & 21.

COHEN, Erik, 1997, *Thai Tourism. Hill Tribes, Islands and Open-Ended Prostitution*, Bangkok : White Lotus.

COHEN, Erik, 2001, « Thailand in "Touristic Transition" », in *Interconnected Worlds : Tourism in Southeast Asia*, Peggy Teo, T.C. Chang & K.C. Ho, éd., Oxford : Elsevier Science, p. 155-175.

CŒDÈS, George, 1928, *Les collections archéologiques du Musée national de Bangkok*, Paris- Bruxelles : Les Éditions G. Van Oest, coll. « Arts Asiatica », 12.

CRAWHALL, Nigel, 2010, *The Role of Participatory Cultural Mapping in Promoting Intercultural Dialogue "We are not Hyenas", A Reflection Paper*, CLT.2010/WS/1, UNESCO, URL : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000190753, consulté le 29 août 2020.

DALY, Patrick & WINTER, Tim, 2012, *Routledge Handbook of Heritage in Asia*, Londres, New York : Routledge.

DAMRONG RAJANUBHAB, 2473 [1930], *Pathakatha rueang sanguan khong boran* (Conférence sur la conservation des ouvrages anciens), Bangkok : Ratchabandittayasapaphim.

DENES, Alexandra & SIRISRISAK, Tiamsoon, 2013, « A Rights-Based Approach to Cultural Heritage Management at the Phanom Rung Historical Park in Northeast Thailand », in *Rights to Culture. Heritage, Language and Community in Thailand*, Coeli Barry, éd., Chiang Mai : Silkworm Books, p. 236-237.

EVRARD, Olivier, 2011, « Tai Lands and Thailand. Community and State in Southeast Asia, Andrew Walker (ed.) », *Moussons* [En ligne], 17, URL : http://journals.openedition.org/moussons/628, consulté le 29 août 2020.

EVRARD, Olivier, LEEPREECHA, Prasit, 2009, « Monks, Monarchs and Mountain Folks : Domestic Tourism and Internal Colonialism in Northern Thailand », *Critique of Anthropology*, 29, 3 : 300-323.

EVRARD, Olivier, POTAPOHN, Manoj & SRATONGNO, Karnrawee, 2017, « Integration and Marginality in the Tourist Economy : The Geopolitics of Trekking in Chiang Mai Province », in *Dreams of Prosperity. Inequality and Integration in Southeast Asia*, Silvia Vignato, éd., Chiang Mai : Silkworm Books, p. 95-130.

FISTIÉ, Pierre, 1967, *L'évolution de la Thaïlande contemporaine*, Paris : Librairie Armand Colin, coll. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques ».

FORMOSO, Bernard, 2000, *Thaïlande : bouddhisme renonçant, capitalisme conquérant*, Paris : La documentation française.

FRANCK, Manuelle, GOLDBLUM, Charles & TAILLARD, Christian, 2012, *Territoires de l'urbain en Asie du Sud-Est : métropolisations en mode mineur*, Paris : CNRS, coll. « Études Imasie – Pacifique ».

LANCRET, Nathalie, 2019, « La patrimonialisation de l'urbain », in *L'Asie du Sud-Est : émergence d'une région, mutation des territoires*, Nathalie Fau, Manuelle Franck, éd., Malakoff : A. Colin.

HERZFELD, Michael, 2006, « Spatial Cleansing : Monumental Vacuity and the Idea of the West », *Journal of Material Culture*, 11, 1/2 : 127-149.

HERZFELD, Michael, 2017, « The Blight of Beautification : Bangkok and the Class-Based Urban Purity », *Journal of Urban Design*, 22, 3 : 291-307.

HIRANTO, Uthai, 2526 [1983], *Saranukrom sap sangkhomwitthaya-manutsayawitthaya* (Lexique de sociologie et d'anthropologie), Bangkok : Odian Sato.

HO, Kong Chong & CHINNAPONG, Pornparn, 2013, « Conserving Bangkok's Premier Heritage District : Ambitious Plan and Ambiguous Rights », in *Rights to Culture. Heritage, Language and Community in Thailand*, Coeli Barry, éd., Chiang Mai, Thailande : Silkworm Books, p. 59-83.

KEMP, Jeremy, 1991, « The Dialectics of Village and State in Modern Thailand », *Journal of Southeast Asian Studies*, 22, 2 : 312-326.

KITIARSA, Pattana, 2005, « Beyond Syncretism : Hybridization of Popular Religion in Contemporary Thailand », *Journal of Southeast Asian Studies*, 36, 3 : 461-487.

KRAIRIKSH, Piriya, 2013, « A Brief History of Heritage Protection in Thailand », in *Protecting Siam's Heritage, Bangkok, Thailand: The Siam Society under Royal Patronage*, Chris Baker éd., Chiang Mai, Thailand : Silkworm Books, p. 15-40.

LEWIS, Su Lin, 2013, « Between Orientalism and Nationalism : The Learned Society and the Making of "Southeast Asia" », *Modern Intellectual History*, 10, 2 : 353-374.

MUKDAWIJITRA, Yukti 2548 [2005], *An « watthanatham chumchon » : Wathasin lae kanmueang khong chattiphan niphom naeo watthanatham chumchon* (« Lire » la « culture communautaire » : la rhétorique et la politique de l'ethnocentrisme et de la notion « culture communautaire »), Bangkok : Sameskybook.

PELEGGI, Maurizio, 2002, *The Politics of Ruins and the Business of Nostalgia*, Bangkok : White Lotus.

PELEGGI, Maurizio, 2013, « From Buddhist Icons to National Antiquities : Cultural Nationalism and Colonial Knowledge in the Making of Thailand's History of Art », *Modern Asian Studies*, 47, 5 : 1520-1548.

PRAKITNONTHAKAN, Chatri, 2012, « Rattanakosin Charter : The Thai Cultural Charter for Conservation », *Journal of the Siam Society*, 100 : 123-148.

PUMKETKAO-LECOURT, Pijika, 2019, *Conservation et évolution de la notion de patrimoine à Chiang Mai – Du monument national au patrimoine ordinaire de la communauté locale*, thèse de doctorat en architecture, sous la dir. de Nathalie Lancret et de Eggarine Anukulyudhathon, université Paris-Est Marne-la-Vallée.

ONGSAKUL, Sarasawadee, 2553 [2010], *Prawattisart Lanna (histoire de Lanna)*, Bangkok : Amarine Printing and Publishing.

RATCHABANDIT SATHAN (Académie royale), 2554 [2011], *Photcananukrom chabap ratchabandit sathan* (dictionnaire de l'Académie royale), URL : https://dictionary.apps.royin.go.th/, consulté le 29 août 2020.

REYNOLDS, Craig, 2009, « Chumchon/Community in Thaïland » in *Words in motion, toward a Global Lexicon*, Carol Gluck & Anna Lowenhaupt Tsing, éd., Durham : Duke University Press, p. 286-305.

SUWANNARAT, Samart, 2015, « City Rehabilitation with Community Participation on Cultural and Social Rejunevation », *Journal of International Buddhist Studies*, 6, 2 : 68-78.

THUMWIMOL, Pornthum, 2004, *Métamorphose urbaine et permanence paysagère, les aventures de la patrimonialisation. L'île de Rattanakosin, Bangkok 1978-1997*, thèse de doctorat en architecture, sous la dir. de Pierre Clément, université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.

UNESCO 1976, *Recommandation concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine*, URL : http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13133&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html, consulté le 25 août 2020.

UNESCO 2009, *Building Critical Awareness of cultural mapping, A Workshop Facilitation Guide*, CLT.2009/WS/14, URL : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000190314, consulté le 29 août 2020.

VADDHANAPHUTI, Chayan, 2555 [2012], « Khon mueang : tauton kan phalit sam sang mai lae phuenthi thang sangkhom khong khon mueang (La reproduction et l'espace social des Khon mueang) », in *Tauton khon mueang : 100 pi chattakan Kraisri Nimmanahaeminda* (l'identité de khon mueang : 100 ans de Kraisri), Wasan Panyakaeo, éd., Chiang Mai : Wanida kanpim, p. 75-122.

VATIKIOTIS, Michael R.J., 1984, *Ethnic Pluralism in the Northern Thai City of Chiang Mai*, Oxford : université d'Oxford.

VESCHAMBRE, Vincent, 2008, *Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

VONGRATTANATOH, Sunida, 2011, « Comment les Thaïs traduisent l'idée de *slum*, taudis et bidonville », *Moussons*, « La ville thaïe กรุงเทพฯ [Krungthep, etc.]. Terminologie, dynamiques, représentations », 18 : 139-148.

WINICHAKUL, Thongchai, 2000, « The Quest for "Siwilai" : a Geographical Discourse of Civilizational Thinking in the Late Nineteenth and Early Twentieth-Century Siam », *Journal of Asian Studies*, 59, 3 : 528-549.

Textes de loi

Ratchakitchanubeksa (Journaux royaux) 2466 [1923], « Prakat catkan truat raksa khong boran (Proclamation royale sur la conservation de l'ouvrage ancien) », vol. 40, 17 janvier, p. 244-246.

Ratchakitchanubeksa (Journaux royaux) 2478 [1935], « Phraratchabanyat waduai boransathan silapawatthu boranwatthu lae kan phiphitthaphan haeng chat » (Loi portant sur les monuments anciens, les antiquités, les artefacts et le musée national), vol. 52, 12 mai, p. 394-414.

Résumé : L'urbanisation accélérée de Chiang Mai, capitale économique et pôle touristique de la région Nord de la Thaïlande, provoque un effacement des traces matérielles de son passé urbain et architectural depuis les années 1990. En réaction à la crainte

d'une perte de l'identité locale consécutive aux importantes recompositions urbaines, particulièrement dans les quartiers d'habitat de l'ancienne ville royale, des associations non gouvernementales prennent en considération les patrimoines ordinaires des communautés locales qui, jusqu'alors, avaient été exclues des programmes patrimoniaux des instances nationales. L'article présente les résultats de notre étude du programme pilote et expérimental Fuen Ban Yan Wiang conduit par un collectif d'associations locales, dirigé par le groupe Little People in Conservation (LPC) qui joue un rôle moteur dans la réactivation de l'expression *moradok chumchon*, entendue comme patrimoine de la communauté, dans les années 2000. Mettant en regard les mots du patrimoine et leurs représentations iconographiques, en particulier celles des « cartes culturelles », une analyse critique de la démarche participative de LPC est présentée. Afin de situer la stratégie et l'action de ses leaders concerannt l'élaboration nationale et internationale sur la question du rôle des communautés et de la prise en compte du patrimoine ordinaire, nous explorons la constitution et l'élargissement des catégories patrimoniales « monument ancien » (*boransathan* โบราณสถาน) et « patrimoine de la communauté » (*moradok chumchon* มรดกชุมชน) en Thaïlande et à Chiang Mai en particulier.

Extending the Notion of Heritage and Lanna's Identity Affirmation in Chiang Mai: Words and Representations

***Abstract**: The accelerated urbanisation of Chiang Mai, the economic capital and tourist centre of the Northern region of Thailand, has been erasing the material traces of its urban and architectural past since the 1990s. As a reaction to the fear of a loss of local identity due to major urban restructuring, particularly in the residential areas of the former royal city, non-governmental associations are taking into consideration the ordinary heritage of the local communities which, until then, had been excluded from the heritage programmes of the national authorities. The article presents the results of our study of the pilot and experimental Fuen Ban Yan Wiang programme conducted by a collective of local associations, led by the group Little People in Conservation (LPC), which played a leading role in the reactivation of the expression* moradok chumchon*, understood as Heritage of the Community, in the 2000s. By comparing the words of heritage and their iconographic representations, in particular those of the "cultural mapping", a critical analysis of the participatory approach of LPC is presented. In order to situate the strategy and action of its leaders in regard to national and international developments on the issue of the role of communities and the consideration of ordinary heritage, we explore the constitution and expansion of the heritage categories "Ancient Monument" (*boransathan โบราณสถาน*) and "Heritage of the Community" (*moradok chumchon มรดกชุมชน*) in Thailand and in Chiang Mai in particular.*

Mots-clés : Chiang Mai, Lanna, Thaïlande, patrimoine de la communauté, monument ancien, représentation cartographique, cartographie culturelle, démarche participative, revendication identitaire.

***Keywords**: Chiang Mai, Lanna, Thailand, Heritage of the Community, Ancient Monument, Mapping Representation, Cultural Mapping, Participatory Approach, Identity Claim.*